



RIPESS

Réseau Intercontinental de Promotion de
l'Économie Sociale Solidaire

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2025

LE SOMAIRE

Auteur:
RIPESS Intercontinental



Avec le soutien de :
Agence catalane de coopération au développement



MESSAGE DU SECRÉTARIAT DE RIPESS	4
À PROPOS DE RIPESS	6
FAITS MARQUANTS 2025	8
PLAIDOYER INTERCONTINENTAL	10
RAPPORTS THÉMATIQUES ET RÉGIONAUX	18
URGENCE	19
AFRIQUE - RAESS	22
ASIE - ASEC	26
RIPESS EUROPE	30
AMÉRIQUE DU NORD	34
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES - RIPESS LAC.....	40
MEMBRES ET GOUVERNANCE	44
COMITÉ DE COORDINATION	45
SECRÉTARIAT	45
CONSEIL D'ADMINISTRATION	46
MEMBRES DE RIPESS	48



MESSAGE DU SECRÉTARIAT DE RIPESS

Cher·es membres, ami·es et partenaires de RIPESS,

2025 a été une année intense, pleine de défis et profondément transformatrice. Au nom du Secrétariat de RIPESS, nous tenons à remercier toutes les organisations, réseaux, collectifs, mouvements et personnes qui font partie de cette grande communauté mondiale de l'Économie sociale et solidaire (ESS). Leur engagement, leur créativité et leur combat quotidien sont le cœur qui fait vivre ce réseau qui ne baisse pas les bras, qui continue à articuler des espoirs et des pratiques concrètes pour une autre façon d'habiter et d'organiser le monde.

2025 n'a pas été une année comme les autres. Ce fut une année de réaffirmations et de progrès réels, d'apprentissages, de confrontations politiques et de construction. Nous avons donné de la visibilité à l'ESS dans des instances internationales où notre voix n'était auparavant pas entendue ; nous avons fait avancer, dans différents territoires, des politiques qui reconnaissent la valeur des économies centrées sur la prise en charge et non sur le profit ; nous avons renforcé les liens entre les mouvements sociaux, les coopératives, les communautés autochtones et paysannes, les organisations féministes, les collectifs de jeunes et les réseaux de travailleurs et travailleuses du monde entier. Chaque action, chaque rencontre, chaque alliance tissée au cours de cette année nous rapproche un peu plus de cet horizon commun de justice sociale, économique et environnementale.

“ L'ESS n'est pas un petit créneau de résistance ; c'est une force sociale et politique. ”

Mais nous savons que nos progrès ne se font pas dans le vide. Le contexte mondial s'aggrave : guerres, crises alimentaires, déplacements forcés, déni climatique et démantèlement du système multilatéral menacent les fondements de la coexistence humaine et la durabilité de la vie. Face à cette réalité, l'économie sociale et solidaire émerge non seulement comme une alternative, mais aussi comme une voie urgente pour réorienter le cap de la planète. L'ESS n'est pas une simple marge de résistance ; c'est une force sociale et politique qui démontre que d'autres façons de produire, de distribuer, de prendre soin et de décider collectivement existent déjà, et qu'elles fonctionnent.

Nous n'acceptons pas que l'inégalité soit normalisée, ni que les travaux de soins qui soutiennent la vie soient rendus invisibles. Nous n'acceptons pas que la démocratie soit réduite à un exercice vide de sens, tandis que les peuples perdent le pouvoir de décider de leurs ressources, de leurs territoires et de leur avenir. C'est pourquoi nous continuerons à renforcer l'ESS, non pas en tant que secteur, mais en tant que mouvement politique et transformateur ; un réseau d'espoirs tissé à partir de la base, par ceux et celles qui imaginent et mettent en pratique des économies au pluriel, qui défendent les biens communs, la souveraineté alimentaire, la justice climatique et la dignité des personnes.

En 2025, nous avons favorisé des espaces de dialogue intercontinentaux, renforcé notre influence auprès des organismes multilatéraux et articulé des voix diverses autour d'un programme commun de transitions justes. Nous misons sur la construction de ponts entre les différents programmes — féministe, écologique, paysan, coopératif et communautaire — car nous savons que la transformation sera collective ou ne sera pas.

“La transformation sera collective ou ne sera pas !”

Nous savons que le chemin n'est pas facile. Les résistances institutionnelles, le manque de financement et les tentatives de cooptation ou de marchandisation de l'ESS sont bien réels. Mais notre capacité d'organisation, notre conviction politique et notre solidarité entre les territoires le sont tout autant. Si cette année nous a appris quelque chose, c'est que l'ESS reste vivante parce qu'elle se nourrit de l'expérience de milliers de personnes qui croient en la possibilité de vivre autrement et qui ne sont pas prêtes à renoncer à ce rêve.

Au sein de RIPESS, nous continuerons à tisser des réseaux mondiaux, à renforcer les capacités locales, à promouvoir des politiques publiques cohérentes avec le bien commun et à encourager des mécanismes financiers qui ne reproduisent pas la dépendance, mais favorisent l'autonomie et la souveraineté économique. Nous pensons que le changement structurel nécessite une articulation et une cohérence : entre le niveau mondial et le niveau local, entre le discours et la pratique, entre les communautés et les institutions.

Nous apprécions chaque pas franchi ensemble, chaque lutte menée avec persévérance, chaque projet qui a vu le jour ou qui a résisté. Merci de marcher à nos côtés, de construire un mouvement et de donner de l'espoir.

Continuons, tout au long de l'année 2026, à rester uni·e·s, déterminé·e·s, résolu·e·s face à l'injustice, et engagé·e·s envers notre vision commune : un monde où l'économie sert à protéger la vie, et non à la détruire.

Continuons à construire un avenir de solidarité, de justice et de dignité.

“Car l'avenir, s'il est solidaire, existera !”

Avec nos meilleurs vœux et la force de l'espoir collectif,
Secrétariat de RIPESS
Sandra Moreno Cadena et Isabel Pascual Díaz



À PROPOS DE RIPESS



RIPESS est un réseau mondial de réseaux continentaux, fondé en 2002, engagé dans la promotion de l'économie sociale solidaire. Les réseaux membres de RIPESS (Amérique latine et Caraïbes, Amérique du Nord, Europe, Afrique, Asie et Océanie) regroupent à leur tour des réseaux nationaux et sectoriels, assurant ainsi un ancrage territorial solide. Sa portée à la fois locale et mondiale lui confère la légitimité nécessaire pour promouvoir l'ESS, favoriser la coopération intercontinentale et influencer les politiques à différents niveaux.

RIPESS porte en son cœur la volonté de contribuer à un changement systémique et transformateur, en montrant notamment comment l'ESS apporte des réponses au niveau local face à un système dominant qui montre clairement ses limites. Ses membres croient en l'importance de la mondialisation de la solidarité afin de construire et de renforcer une économie qui place les personnes et la planète au centre de son action.

“ Une économie qui place les personnes et la planète au centre de son action.”

RIPESS est financé grâce au soutien inestimable de l'Agence catalane de coopération au développement (ACCD).

VALEURS



Humanisme, Démocratie, Solidarité, Inclusion, Subsidiarité, diversité, créativité, développement durable, égalité, équité et justice pour toutes et tous, Respect de l'intégration des pays et des personnes, et une économie plurielle et solidaire.

VISION



Extrait du [document de 2015 sur la vision globale du RIPESS concernant l'ESS](#) :

«L'économie sociale solidaire est une alternative au capitalisme et aux systèmes économiques autoritaires dominés par l'État. Dans l'ESS, les citoyen-ne-s jouent un rôle actif dans l'élaboration de toutes les dimensions de la vie humaine: économique, sociale, culturelle, politique et environnementale. L'ESS est présente dans tous les secteurs de l'économie : de la production à la finance, en passant par la distribution, l'échange, la consommation et la gouvernance. Elle vise à transformer le système économique et social, incluant les secteurs public, privé et le tiers secteur, que nous explorons en détail ci-dessous. L'ESS ne concerne pas seulement les pauvres : elle s'efforce de surmonter les inégalités, qui touchent toutes les classes de la société. L'ESS a la capacité de faire siennes les meilleures pratiques du système actuel (par exemple le souci d'efficacité, l'utilisation de technologies et l'accent mis sur les connaissances) et de les transformer pour les mettre au profit du bien-être des communautés, suivant les valeurs et objectifs du mouvement pour l'ESS. (...) L'ESS vise une transformation systémique allant au-delà d'un changement superficiel où demeurerait intactes les racines structurelles de l'oppression (...). »

FAITS MARQUANTS 2025

2025 a été une année marquée par des avancées décisives pour RIPESS Intercontinental. Le réseau a franchi des étapes normatives importantes, renforcé sa présence dans les instances multilatérales et consolidé des initiatives régionales qui élargissent la portée et la légitimité de l'ESS dans le monde. Ces faits marquants résument les réalisations les plus significatives de l'année et reflètent la force collective du mouvement.

1. Intégration historique de l'ESS dans l'Engagement de Séville

L'ESS apparaît pour la première fois dans un document mondial de l'ONU sur le financement du développement, où elle est reconnue dans les articles 21 et 32(h) du FfD4.



2. Feuille de route de l'ASEAN sur les ODD et l'ESS

L'ASEC a co-élaboré la feuille de route de la Communauté asiatique pour faire avancer l'Agenda 2030.



3. Une économie des Plateformes repensée à partir de la solidarité sociale

Le RIPESS présente l'ESS lors de la 113e Conférence internationale du travail comme une alternative démocratique à l'économie numérique.



4. Les graines de la solidarité à Nyéléni

RIPESS contribue à la Déclaration de Kandy et au programme d'action politique commun de Nyéléni.



5. RIPESS, WIEGO, WSM, iNSP!R et ANMC au GSEF 2025

16 événements et une délégation de 26 pays consolident une vision globale partagée de l'ESS pour le travail décent et la durabilité de la vie.



6. Le diplôme de RIPESS LAC consolide la plus grande école régionale dédiée à l'ESS

Plus de 1 000 participants à la formation certifiante dispensée par des universités partenaires, en présence d'États membres et d'agences des Nations Unies.



7. Lancement de trois pôles Jeun'ESS en Afrique

Le Cameroun, le Mali et le Maroc inaugurent des centres pour la jeunesse afin de coordonner les initiatives d'ESS menées par les jeunes.



8. YOU(th) CARE encourage la citoyenneté active des jeunes

Renforcer le leadership de la « prochaine génération de gardiens de la protection



9. Accord de coopération internationale entre la Colombie et le RIPESS

Le DPS et le RIPESS établissent un cadre de collaboration pour renforcer l'économie populaire, sociale et solidaire.



10. Progrès mondiaux en matière de soins et d'ESS

Des campagnes, des événements et des webinaires positionnent les soins comme un droit et un travail digne dans une perspective écoféministe.



PLAIDOYER INTERCONTINENTAL



Délégation du RIPESS au GSEF, octobre 2025 à Bordeaux.

En 2025, le RIPESS a consolidé son rôle d'acteur clé dans la promotion mondiale de l'économie sociale et solidaire (ESS), en renforçant ses alliances multilatérales, en élargissant sa présence dans des instances stratégiques des Nations unies et en contribuant à des avancées normatives sans précédent.

L'action coordonnée du réseau — depuis ses organisations de base jusqu'à ses réseaux continentaux — a permis de faire progresser la reconnaissance politique de l'ESS en tant que pilier du développement durable, de la justice sociale et de l'écoféminisme.

Progrès stratégiques dans l'agenda global

En 2025, RIPESS a mené une campagne internationale qui a abouti à l'intégration historique de l'ESS dans l'Engagement de Séville, document issu de la [quatrième Conférence internationale sur le financement du développement \(FfD4\)](#). Grâce à un travail coordonné avec des gouvernements partenaires, des agences des Nations unies et des organisations de la société civile, telles que le [Mécanisme de la société civile](#) pour le financement du développement, l'ESS a été explicitement reconnue pour la première fois dans un document mondial sur le financement du développement.

L'Engagement de Séville a intégré des références directes à l'ESS dans ses articles 21 et 32(h), ouvrant ainsi un nouveau cadre normatif permettant aux États et aux institutions financières internationales de soutenir les écosystèmes de l'ESS par le biais de politiques, de financements et d'une assistance technique. Cette avancée constitue un progrès historique pour la mise en œuvre de la résolution 79/213 de l'Assemblée générale des Nations unies et positionne l'ESS comme une composante structurelle des stratégies mondiales de développement durable.



“L'ESS a été explicitement reconnue pour la première fois dans un document mondial sur le financement du développement.”

Événement parallèle organisé par le RIPESS dans le cadre de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4), en juillet 2025 à Séville.

Coordination multilatérale et collaboration avec le système de l'ONU

Le réseau a renforcé son rôle au sein du [Groupe de travail interinstitutions des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire \(UNTFSSSE\)](#), en apportant des données issues du terrain et en menant des actions de plaidoyer auprès des gouvernements clés et dans les instances multilatérales où l'ESS est en train d'être intégrée dans les agendas mondiaux. En tant qu'observateur depuis 2013 au sein de l'Équipe spéciale interinstitutionnelle des Nations unies sur l'économie sociale et solidaire (UNTFSSSE) et membre du Groupe technique sur l'accès au financement, RIPESS a apporté des données issues du terrain et les perspectives de la société civile aux travaux de recherche, d'orientation et de soutien aux pays.

Le RIPESS, en collaboration avec l'UNTFSSSE, a mené des actions de plaidoyer auprès des gouvernements clés, avec un double objectif : faire en sorte que l'ESS soit reconnue au même titre que les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) conventionnelles, et obtenir des recommandations visant à mobiliser les ressources des institutions financières en faveur de l'ESS, comme le demandent les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies. La campagne conjointe de RIPESS et de l'UNTFSSSE, en collaboration avec des alliances gouvernementales du Nord et du Sud, a permis d'intégrer l'ESS dans le nouvel Agenda mondial du financement du développement, au terme de négociations complexes qui ont failli échouer.

Dans ce contexte, RIPESS a publié le document de travail [“Financer l’économie sociale et solidaire : des mécanismes intermédiaires démocratiques pour respecter les engagements pris par les Nations Unies”](#), qui propose des pistes pour que les recommandations de l’ONU en matière de financement de l’ESS puissent parvenir de manière efficace et démocratique aux organisations de base grâce à des mécanismes intermédiaires renforçant les écosystèmes nationaux et territoriaux de l’ESS.

En juin 2025, RIPESS a participé en tant qu’observateur à la [113e Conférence internationale du Travail](#), aux côtés de partenaires tels que WIEGO et INSPIR, afin de suivre les débats sur l’économie des plateformes, la transition vers la formalité et le travail décent. Dans ce cadre, RIPESS a publié le document politique [« Réappropriation l’Économie des Plateformes par la Solidarité Sociale »](#), qui propose de construire des systèmes numériques non extractifs et ancrés dans la communauté. de gouvernance dans l’économie numérique.

“La SSE fournit la boussole, et le coopérativisme de plateforme, le vecteur, d’une transformation juste, démocratique et solidaire.”

Image du haut : Troisième session du Comité préparatoire (PrepCom 3) du FfD4, février 2025 à New York.

Image du milieu : 5e symposium technique de l’UNTFSS, décembre 2025, Murcie.

Image du bas : Campagne du RIPESS lors de la 113e Conférence internationale du Travail : « Réappropriation de l’Économie des Plateformes par la Solidarité s Sociale ».



L’Économie Sociale Solidaire est la boussole, et le coopérativisme de plateformes le véhicule, vers une transformation iuste. démocratique et solidaire



Participation à des forums mondiaux

RIPESS a joué un rôle central au sein du WFLED, de Nyéléni, du GSEF et du WSSD2, en articulant les programmes relatifs à la transition juste, à la souveraineté alimentaire, au travail décent et aux soins. Des délégations diverses ont apporté des perspectives régionales et consolidé des alliances stratégiques.



Délégation du RIPESS au 6e Forum mondial sur le développement économique local (WFLED), avril 2025, Séville.

“La diversité régionale a permis d’apporter un regard pluriel et ancré dans le contexte local sur les défis et les opportunités de l’ESS.”

En avril 2025, le RIPESS a joué un rôle central lors du [6e Forum mondial sur le développement économique local \(WFLED\)](#) qui s’est tenu à Séville, un espace stratégique pour faire progresser l’articulation entre le développement territorial, la justice sociale et l’économie sociale et solidaire. La déclaration finale du forum a intégré des engagements en faveur de la transition juste, de l’économie des soins et des systèmes économiques inclusifs, reconnaissant explicitement l’ESS comme un pilier du développement territorial durable.

Au cours de la première semaine d’avril, une [délégation internationale](#) du RIPESS — composée de 18 représentant·e·s d’Afrique, d’Asie, d’Europe et d’Amérique latine — a participé activement au forum et à des visites d’initiatives locales de développement communautaire. Cette diversité régionale a permis d’apporter un regard pluriel et ancré dans la réalité sur les défis et les opportunités de l’ESS dans différents contextes, allant du militantisme et des organisations de base aux institutions publiques, au monde universitaire et aux organismes internationaux.

Forte d’une vision stratégique et d’un engagement politique clair, RIPESS [a co-animé 12 sessions](#) du forum, positionnant l’ESS comme une voie de transformation pour promouvoir des modèles de développement économique local écoféministes, intersectionnels et fondés sur les droits humains. Le réseau a également promu des mécanismes financiers inclusifs qui privilégient la justice sociale et le renforcement des écosystèmes territoriaux de l’ESS, conformément aux progrès réalisés dans le cadre de l’agenda mondial du financement du développement.

RIPESS a siégé au comité exécutif élargi du WFLED et a contribué, aux côtés d’autres organisations internationales, à la dynamisation et à l’organisation du forum. Cette participation a renforcé la présence de l’ESS dans les débats mondiaux sur le développement économique local et a consolidé la capacité de RIPESS à articuler des agendas communs entre les gouvernements locaux, les mouvements sociaux, les institutions multilatérales et les acteurs communautaires.

En septembre 2025, une autre délégation de RIPESS a participé au [Forum mondial Nyéléni](#) sur la souveraineté alimentaire au Sri Lanka, qui a réuni plus de 700 déléguées et délégués issus de plus de 100 pays — paysannes et paysans, peuples autochtones, bergères et bergers, pêcheuses et pêcheurs, mouvements féministes, jeunes, travailleuses et militantes — afin de renouveler la lutte mondiale pour la justice, la dignité et la vie. Cette délégation a fait part de ses expériences et de ses luttes

menées sur ses territoires, rendant possible la transition vers la souveraineté alimentaire grâce à l'économie sociale et solidaire (ESS). Voir « [Graines de solidarité en route vers Nyéléni](#) ». Le processus s'est conclu par la [Déclaration de Kandy](#) et l'[agenda d'action politique commun de Nyéléni](#), une feuille de route collective pour la transformation systémique vers la souveraineté alimentaire et la justice sociale. Le RIPESS a participé aux groupes de travail sur la communication, la logistique et le pilotage.



Photo de gauche :
Délégation du RIPESS
au 3e Forum mondial
de Nyéléni sur la
souveraineté alimentaire,
qui s'est tenu en
septembre 2025 au Sri
Lanka.
Photo de droite :
Assemblée lors du IIIe
Forum de Nyéléni, en
septembre 2025 au Sri
Lanka.
Photo du bas : Assemblée
d'Amérique latine lors du
IIIe Forum de Nyéléni, en
septembre 2025 au Sri
Lanka.



En octobre 2025, RIPESS, aux côtés de ses partenaires WIEGO (Women in Informal Employment : Globalizing and Organizing), WSM (We Social Movements), INSP!R (International Network for Social Protection Rights) et l'ANMC (Alliance nationale des mutualités chrétiennes), a participé au [Forum mondial de l'économie sociale et solidaire \(GSEF\)](#) à Bordeaux. La délégation était composée de représentants de 27 organisations de base issues de 26 pays, reflétant ainsi la diversité territoriale et politique du mouvement mondial de l'économie

sociale et solidaire. À l'occasion de cette rencontre, RIPESS a organisé les réunions de la commission sur l'égalité des genres et du conseil d'administration, ainsi que des ateliers stratégiques avec ses partenaires avant le forum. Au cours du forum, elle a co-organisé 16 événements afin de contribuer à consolider une vision mondiale partagée de l'ESS en tant que voie de transformation vers le travail décent, la protection sociale universelle et la durabilité de la vie.



“ Pour une Économie Sociale et Solidaire qui garantisse Travail Décent, Protection Sociale et des Soins pour toutes et tous.”



Image du haut : RIPESS, WIEGO, WSM, iNSP!R et ANMC lors de l'atelier de formation pré-GSEF 2025 sur l'économie sociale et solidaire, en octobre 2025 à Bordeaux.

Image du bas : Deuxième Sommet mondial pour le développement social, en novembre 2025 à Doha.

En novembre, nous avons participé à deux événements parallèles du [deuxième Sommet mondial sur le développement social \(WSSD2\)](#) à Doha, réaffirmant le rôle clé de l'économie sociale et solidaire dans l'Agenda 2030, en tant que moteur essentiel pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et construire un développement plus équitable et durable. Ce fut un forum international 16 essentiel pour promouvoir des politiques

sociales transformatrices visant à éradiquer la pauvreté, à garantir un travail décent et à favoriser l'inclusion sociale. La rencontre a réuni des dirigeants gouvernementaux, des agences des Nations unies, des organisations internationales et des acteurs de la société civile afin de renouveler les engagements mondiaux en faveur du développement social, de l'inclusion et de l'éradication de la pauvreté.

Coopération Internationale et Alliances Stratégiques

L'une des avancées majeures de cette période a été la signature de l'accord de coopération internationale entre le Département administratif pour la prospérité sociale (DPS) de Colombie et le RIPESS, prévue pour février 2026, les activités devant débuter en mars de la même année.

Cet accord vise à renforcer l'économie populaire, sociale et solidaire par la gestion et la diffusion des connaissances, le dialogue entre acteurs nationaux et internationaux, l'échange d'expériences, l'élaboration d'outils pour les politiques publiques, la coordination institutionnelle et la participation aux instances de gouvernance.

“ Cet engagement de haut niveau reconnaît le potentiel associatif de la Colombie et positionne l'ESS comme un axe stratégique pour le développement territorial et la coopération Sud-Sud.”

Mauricio Rodríguez, représentant le Département administratif pour la prospérité sociale du gouvernement colombien, et Sandra Moreno Cadena, représentant le RIPESS, signent l'accord officiel de coopération internationale, en février 2026 à Carthagène.



RAPPORTS THÉMATIQUES ET RÉGIONAUX



Les rapports thématiques et régionaux de 2025 offrent une vue d'ensemble concise et étayée des avancées de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans les territoires et les mouvements qui composent le RIPESS. Ils mettent en avant les principales réalisations, les défis et les enseignements tirés par nos réseaux continentaux et nos partenaires thématiques, montrant comment l'ESS continue de croître, de se diversifier et de s'adapter à des contextes politiques, sociaux et environnementaux de plus en plus complexes.

Dans leur ensemble, ces rapports reflètent la richesse du travail territorial et l'articulation mondiale qui sous-tendent notre mouvement.

Rapport thématique

URGENCI



L'année 2025 a représenté pour **URGENCI** une période d'activité intense, marquée par de profondes transformations du contexte international et par la nécessité de renforcer la résilience des mouvements en faveur de la souveraineté alimentaire. L'arrivée d'une nouvelle administration présidentielle aux États-Unis a entraîné des changements significatifs dans les politiques alimentaires mondiales, affaiblissant des institutions clés telles que la FAO et générant une instabilité croissante dans les programmes de soutien à la société civile et à l'agriculture familiale. Ce phénomène s'est inscrit dans une tendance plus large de recul démocratique et de montée des formes d'autoritarisme de droite dans diverses régions du monde, ce qui a directement affecté les espaces d'action des mouvements agroécologiques et la sécurité de nombre de leurs membres. Dans ce contexte, URGENCI a été contrainte d'assumer des responsabilités inattendues et de redoubler d'efforts pour poursuivre sa mission.

Malgré les difficultés, l'organisation a réussi à progresser de manière constante dans la mise en œuvre de son « grenier stratégique » pour 2025, une feuille de route qui a orienté les priorités de l'année et permis de consolider des actions clés à différents niveaux.

L'un des moments forts a été le travail mené autour du droit à l'alimentation en Europe. Le 8 juillet 2025, la Commission européenne a accepté dans son intégralité l'initiative citoyenne européenne (ICE) « L'alimentation est un droit humain pour tous », un processus soutenu par plus de 240 organisations issues de 20 États membres. URGENCI a joué un rôle central dans cet effort, en participant activement au comité

de pilotage et en contribuant à la préparation du lancement officiel de la collecte de signatures, prévu pour janvier 2026. Cette initiative s'est déroulée dans un contexte de tensions croissantes au sein des systèmes alimentaires européens, marqué par des manifestations d'agriculteurs, une insécurité alimentaire grandissante et des inquiétudes quant à la durabilité des modèles de production et de consommation. La participation d'URGENCI à la Coalition européenne pour la politique alimentaire a encore renforcé son rôle d'acteur clé dans l'élaboration d'une vision commune pour des systèmes alimentaires justes et durables.

Image de gauche :
Pierrette Memong,
Eri Trinurini, Valeska
Sarmiento et Amelia
Campos lors du WFLED à
Séville

Image de droite :
Assemblée régionale de
l'ECA lors du 3e Forum
mondial de Nyéléni sur la
souveraineté alimentaire,
en septembre 2025 au Sri
Lanka.



Au niveau international, URGENCI a maintenu une présence active dans les espaces stratégiques de débat et de prise de décision. En septembre, une délégation internationale a participé au [3e Forum mondial de Nyéléni](#), qui s'est tenu à Kandy, au Sri Lanka. Cette rencontre a permis de faire avancer l'élaboration d'une vision politique unifiée et d'un plan d'action porté par la base, en réponse aux crises mondiales interdépendantes qui affectent les systèmes alimentaires. Nyéléni, en tant que plateforme mondiale de résistance et de solidarité, a offert un espace essentiel pour réaffirmer les principes de la souveraineté alimentaire, du féminisme de base, de l'agroécologie et de la justice sociale, des valeurs qu'URGENCI a contribué à promouvoir activement.

Par ailleurs, du 18 au 25 octobre, URGENCI a participé au [Forum du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones ainsi qu'à la 53e session plénière du Comité de la sécurité alimentaire mondiale \(CSA\)](#) à la FAO. Au cours de ces rencontres, l'organisation a collaboré avec d'autres groupes constitutifs et a soutenu le travail du groupe sur la jeunesse, les femmes et la diversité de genre. L'une des réalisations les plus marquantes a été l'aboutissement du processus d'élaboration de recommandations

politiques sur les systèmes alimentaires urbains et périurbains, qui ont été adoptées lors de la séance plénière. L'intervention de Ximena Moreno, membre du Comité international d'URGENCI, a souligné l'importance de s'attaquer aux inégalités qui touchent les femmes, les migrants et les groupes racialisés au sein de ces systèmes, en particulier face aux impacts du changement climatique et aux déplacements de populations.

URGENCI a également renforcé son rôle au sein du mouvement de l'économie sociale et solidaire. En tant que membre thématique du Conseil d'administration intercontinental de RIPESS, l'organisation a participé au Forum mondial de l'ESS (GSEF), qui s'est tenu à Bordeaux. Sa principale contribution a consisté à organiser et à animer une table ronde sur la sécurité alimentaire sociale et le droit à l'alimentation, qui a réuni plus d'une centaine de participants et des représentants de quatre pays européens. Cet espace a permis d'approfondir les origines, les modalités et les défis de la sécurité alimentaire sociale, en soulignant son potentiel pour démocratiser les systèmes alimentaires et renforcer les relations entre producteurs et consommateurs.

Parallèlement, URGENCI a fait progresser des initiatives visant à renforcer la viabilité, la visibilité et l'inclusivité des Alliances locales et solidaires pour l'agroécologie (LSPA, selon son acronyme anglais). Le projet [Erasmus+ ViVid](#), coordonné par l'organisation, a continué à développer des outils et des programmes de formation pour soutenir les acteurs des LSPA face à des défis tels que l'épuisement professionnel, la viabilité économique et la participation communautaire. Ce projet s'est imposé comme un instrument clé pour renforcer la résilience des mouvements agroécologiques dans un contexte mondial incertain.

L'année a également été marquée par la participation d'URGENCI au projet SWIFT, axé sur la promotion du rôle des femmes et des personnes LGBTQI+ dans l'agriculture et sur l'analyse de la manière dont les processus agroécologiques peuvent contribuer à l'égalité des genres. Cette initiative a permis de mettre en lumière les inégalités persistantes dans le secteur agricole européen et de progresser dans l'élaboration d'approches plus inclusives et transformatrices.

Enfin, URGENCI a mené un important [travail de cartographie des LSPA en Asie occidentale et en Afrique du Nord](#), en collaboration avec des partenaires locaux de sept pays. Ce travail a permis d'actualiser et d'approfondir les connaissances sur les initiatives existantes, d'identifier les bonnes pratiques et de préparer le terrain pour une future réunion régionale en 2026. La cartographie, publiée sur la plateforme de l'Agriculture familiale de la FAO, a mis en évidence la diversité et le dynamisme des LSPA dans une région marquée par l'instabilité politique et sociale.

L'année s'est achevée avec le [9e Symposium international d'URGENCI](#), qui s'est tenu en décembre à la Bergerie de Villarceaux, sous le thème « Semer la solidarité, cultiver le collectif ». Réunissant 120 participants venus de plus de 40 pays, cette rencontre a permis de définir les priorités stratégiques pour la période 2026-2028, réaffirmant ainsi l'engagement de l'organisation en faveur du droit à l'alimentation, de la sécurité alimentaire sociale, de la coordination régionale et de l'inclusion linguistique.

“Semer la solidarité, cultiver le collectif.”



Image de gauche: Table ronde sur la « Sécurité alimentaire » lors du GSEF, en octobre 2025 à Bordeaux.



Image de droite: 9e Symposium international URGENCI, en décembre 2025 à Villarceaux.

AFRIQUE - RAESS



الشبكة الإفريقية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني
RAESS
Réseau Africain de l'Économie Sociale et Solidaire
African Network of Social and Solidarity Economy

L'année 2025 a été décisive pour le RAESS, le réseau africain d'économie sociale et solidaire, qui a mené un programme de travail intense au Maroc, au Cameroun et au Mali, alliant formation, plaidoyer politique, coordination institutionnelle et renforcement des réseaux de femmes et de jeunes. Cette période a été marquée par la consolidation d'une plateforme africaine multipartite, l'avancement des processus législatifs et du dialogue avec les gouvernements, la création de pôles de jeunesse et la production de connaissances stratégiques pour l'ESS sur le continent. Par ailleurs, 2025 a été une année de progrès significatifs sur le plan réglementaire, avec le soutien du RAESS au [projet de loi-cadre sur l'ESS au Bénin](#) et la consolidation d'un groupe de pays africains disposant déjà d'une législation spécifique dans ce domaine : Cap-Vert (2016), Cameroun (2019), Djibouti (2019) et Tunisie et Sénégal (2020).



Depuis le début de l'année, le RAESS a axé son action sur la création des conditions nécessaires à la mise en place d'une plateforme africaine multipartite capable d'accompagner la mise en œuvre de la Stratégie décennale de l'Union africaine pour l'ESS (2023-2033) et de la résolution A/RES/77/281 de l'ONU.

Cet effort s'est concrétisé par une série d'activités de haut niveau, parmi lesquelles la conférence hybride « [Atelier d'appropriation des instruments internationaux de promotion de l'ESS](#) », qui s'est tenue en décembre 2025,

organisée depuis Bamako avec la participation d'acteurs stratégiques du Maroc, du Cameroun et du Mali. La conférence a réuni plus de 70 participants en présentiel et des dizaines d'autres en ligne, parmi lesquels des réseaux nationaux, des institutions publiques, des organisations de femmes et de jeunes, ainsi que des partenaires internationaux tels que RIPESS Intercontinental et WSM. Cet espace a permis de consolider un cadre de dialogue continental et de progresser dans l'élaboration d'un plan d'action régional pour l'ESS.

Au Maroc, le RAESS a accompagné le processus de renforcement de l'Espace marocain de l'économie sociale, solidaire et environnementale (EMESSE), une organisation membre qui a joué un rôle clé dans l'analyse du contexte et dans le processus de plaidoyer en vue de la rédaction de la nouvelle loi sur l'économie sociale et solidaire. Les 28 et 29 novembre, un [séminaire de formation destiné aux femmes et aux jeunes](#), axé sur l'ESS dans une perspective intersectorielle, s'est tenu à Goulimine. Cet événement a permis de regrouper des activités initialement prévues dans différentes composantes du projet, optimisant ainsi les ressources et générant un impact plus large. Le séminaire a réuni des organisations de l'ESS, des syndicats sectoriels, des institutions publiques et des collectifs de femmes, renforçant ainsi la capacité de plaidoyer et le dialogue avec le gouvernement marocain.

Au Cameroun, le RAESS a consolidé une stratégie de collaboration avec les municipalités par l'intermédiaire du RESSCAM, son organisation membre. Tout au long de l'année, les liens avec le REMCESS, le réseau des maires engagés en faveur de l'ESS, ont été renforcés, et des progrès ont été réalisés dans la conclusion d'accords de collaboration qui permettront d'intégrer l'ESS dans les politiques locales de développement.

Ce travail a été complété par des dialogues avec le gouvernement central et les agences des Nations unies, axés sur la régionalisation de la résolution de l'ONU et l'appropriation de la [stratégie décennale de l'Union Africaine](#).

Le 20 mai 2025, Elise Pierrette Memong Meno, secrétaire générale de la RAESS, représentante de la RAESS au sein du Conseil d'administration du RIPESS et présidente du RESSCAM au Cameroun, a été [décorée du titre d'Officier du Mérite camerounais](#). Cette distinction a été décernée par le gouverneur de la région du Centre, au nom du chef de l'État. Cette prestigieuse reconnaissance nationale rend hommage à plus de trente ans d'engagement sans faille dans la lutte contre les violences faites aux femmes, l'accompagnement des survivantes et un militantisme résolu en faveur d'une société plus juste, plus équitable et plus inclusive.

Le travail auprès des femmes a pris une dimension stratégique grâce aux ateliers organisés au Maroc, au Cameroun et au Mali sur les bonnes pratiques en matière de souveraineté alimentaire, de filières de production durables, de diversification des économies informelles et d'agroécologie. Ces ateliers ont permis d'identifier les dynamiques alimentaires locales



“Hommage national rendu à Elise Pierrette Memong Meno pour une vie consacrée à la défense des droits des femmes et à la justice.”

Image de gauche : Lancement du pôle « Jeunesse et économie sociale et solidaire » (JeunESS), en décembre 2025 à Bafoussam.

Image de droite : Distinction nationale décernée à Elise Pierrette Memong Meno pour une vie consacrée à la défense des droits des femmes et à la justice sociale.

et le rôle central des femmes dans la résilience face au changement climatique.

Les recommandations issues de ces espaces ont souligné la nécessité d'améliorer l'accès aux technologies de production et de conservation, de renforcer l'organisation par filières, d'innover dans les systèmes de stockage, de garantir un financement adapté à l'ESS et de promouvoir la participation active des femmes et des jeunes à l'élaboration des politiques publiques. Parallèlement, des progrès ont été réalisés dans la production de podcasts sur le genre, l'ESS et l'intersectionnalité, qui seront diffusés en 2026.

Sur le plan législatif, 2025 a été une année marquée par des avancées significatives. Le RAESS a soutenu [le projet de loi-cadre sur l'économie sociale et solidaire au Bénin](#), contribuant ainsi à la consolidation d'un environnement réglementaire favorable à l'ESS en Afrique de l'Ouest. Grâce à cette dynamique, cinq pays africains ont désormais adopté des législations spécifiques dans ce domaine. Ce cadre réglementaire émergent renforce la légitimité de l'ESS en tant que pilier du développement durable sur le continent et ouvre de nouvelles perspectives pour la coordination

régionale.

L'année 2025 a également été marquée par une avancée significative dans la stratégie de la RAESS en faveur de la jeunesse. Du 15 au 25 décembre, les [Hubs Jeun'ESS](#) ont été lancés au Cameroun, au Mali et au Maroc, avec la participation de 150 jeunes en présentiel et de 60 en ligne, issus de plusieurs pays membres de la RAESS. Les Hubs Jeun'ESS sont conçus comme des catalyseurs de transformation, visant à accompagner 200 jeunes dans la création d'organisations et d'entreprises de l'ESS, à faciliter l'insertion professionnelle de 2 500 jeunes et à renforcer la gouvernance démocratique des initiatives économiques menées par la jeunesse. La création de ces hubs a permis de structurer un pilier continental dédié à la jeunesse et d'élaborer une feuille de route régionale qui sera adaptée par chaque pays.

“ Les Hubs Jeun'ESS sont conçus comme des catalyseurs de transformation.”



Le RAESS a également élaboré un plan stratégique régional 2024–2027, intégrant les défis identifiés dans la mise en œuvre des résolutions internationales et dans la consolidation des pôles jeunesse et des réseaux de femmes. Ce plan s'est appuyé sur l'identification de partenaires stratégiques au Maroc, notamment des agences de développement régional, des programmes publics, des organismes de coopération internationale, des agences des Nations unies et des banques de développement africaines. Le RAESS a présenté un document de travail intitulé « [Financer l'économie sociale et solidaire : des mécanismes intermédiaires démocratiques pour respecter les engagements pris par les Nations Unies](#) » lors de la [quatrième Conférence internationale sur le financement du développement \(FpD4\)](#), qui s'est tenue à Séville en juin 2025, s'imposant ainsi comme un acteur clé dans la mise en place d'instruments financiers pour le secteur.

En résumé, 2025 a été une année de consolidation pour le RAESS. Le réseau a renforcé sa capacité de coordination continentale, a progressé dans l'adoption de cadres internationaux, a encouragé la participation des femmes et des jeunes, a soutenu des processus législatifs clés et a consolidé son rôle d'acteur stratégique dans la promotion de l'ESS en Afrique. Le travail accompli jette les bases d'une ESS africaine plus solide, mieux coordonnée et plus reconnue dans le cadre des processus de développement durable du continent.



Image de gauche : Lancement du pôle « Jeunesse et économie sociale et solidaire » (JeunESS), en décembre 2025 à Bafoussam.

Image de droite : Événement parallèle du RIPESS lors de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4), en juillet 2025 à Séville.

ASIE - ASEC



Le Conseil asiatique pour l'économie sociale et solidaire (ASEC) collabore avec des partenaires du Bangladesh, de l'Inde, du Népal, du Sri Lanka et du Pakistan afin de promouvoir l'économie sociale et solidaire (ESS) dans une région qui représente près de 25 % de la population mondiale et qui possède une solide tradition de coopération.



Atelier-conférence consacré à l'identification des éléments clés de l'autonomisation des femmes, à Natham.

En 2025, l'ASEC a mené une étude régionale afin d'évaluer la situation et les défis liés au développement de l'ESS. Cette étude a identifié les principaux défis suivants :

- Des lacunes politiques et institutionnelles, l'ESS étant souvent confondue avec la charité au lieu d'être considérée comme un modèle économique viable ;
- Une reconnaissance juridique limitée et un soutien politique insuffisant ;
- Un accès restreint au financement et aux marchés ; une dépendance vis-à-vis des donateurs ; la concurrence des grandes entreprises ;
- des contraintes de capacité dues à une dépendance excessive vis-à-vis des fondateurs et au manque de jeunes dirigeants qualifiés ;
- les obstacles socioculturels, tels que le système des castes, la classe sociale, les inégalités entre les sexes et les clivages entre les zones rurales et urbaines ; la coordination et le travail en réseau fragmentés ; et
- les pressions émergentes, parmi lesquelles figurent les effets de la COVID-19 et la vulnérabilité climatique.

En avril 2025, lors du [VIe Forum mondial sur le développement économique local](#) qui s'est tenu à Séville, le plaidoyer s'est concentré sur l'agriculture durable et la finance communautaire.

En mai, l'ASEC a participé au [Forum ASEAN sur les ODD et l'ESS](#) afin de promouvoir l'économie sociale et solidaire et sa contribution à la mise en œuvre de l'Agenda 2030. L'un des objectifs était la co-crédation de la Feuille de route communautaire ASEAN ODD-ESS (2026-2030),

qui guidera le développement durable et inclusif dans la région.

Les membres se sont réunis à Kandy en septembre 2025 pour analyser leurs expériences et leurs stratégies. Ils ont également contribué activement à l'atelier du [Forum Nyéléni](#) sur le thème « Transformation systémique : maintenant et pour toujours », notamment en ce qui concerne les politiques de souveraineté alimentaire écologique.



Forum de l'ASEAN sur les ODD et l'ESS 2025, mai 2025 à Kuala Lumpur.



Opérations de secours après le cyclone Ditwah, en novembre 2025 au Sri Lanka.

À la suite du [cyclone Ditwah](#) au Sri Lanka, l'ASEC a mobilisé l'opinion publique mondiale pour soutenir les opérations de secours. En collaboration avec RIPESS, le réseau a exprimé sa solidarité avec les communautés touchées par de graves inondations et glissements de terrain, en relayant l'appel urgent de son organisation membre LEADS. Cet appel a mis en lumière les besoins immédiats de milliers de familles privées d'abri, de nourriture et de produits d'hygiène. LEADS a concentré son action sur les districts les plus affectés, en distribuant des biens essentiels, en soutenant le retour des familles dans leurs foyers, en apportant un accompagnement psychosocial aux enfants et en participant aux mécanismes de coordination humanitaire, illustrant ainsi le rôle clé des organisations communautaires de l'ESS dans les situations de crise.

Lors du [Forum mondial de l'économie sociale et solidaire](#) qui s'est tenu à Bordeaux (octobre 2025), l'ASEC a présenté la manière dont l'ESS renforce la protection sociale en Inde. L'intervention, assurée par Kumar Loganathan, représentant de l'ASEC et coordinateur pour l'Asie, a mis en avant le rôle des coopératives et des initiatives communautaires dans l'élargissement de l'accès à la protection sociale

dans un pays caractérisé par des niveaux élevés d'emploi informel. S'appuyant sur l'expérience de l'ASSEFA, la présentation a mis en avant les fonds gérés par la communauté, l'intégration des moyens de subsistance aux mécanismes de protection sociale et les partenariats régionaux qui permettent d'offrir un soutien durable et adapté au contexte à des millions de travailleurs du secteur informel.

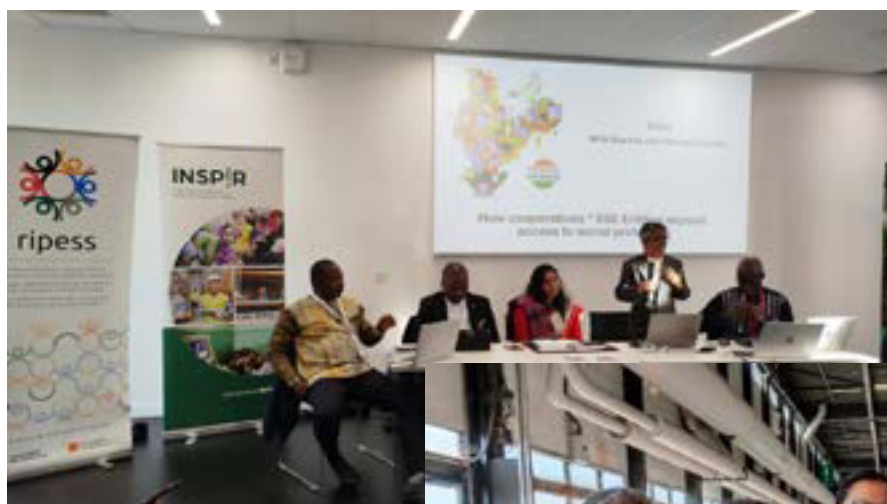


Image du haut : Table ronde autogérée par WSM, Alliance des mutuelles chrétiennes, WIEGO et RIPESS intitulée « Garantir et renforcer le droit à la protection sociale grâce à l'économie sociale et solidaire » lors du GSEF, en octobre 2025 à Bordeaux.



Image du bas : Eri et Kumar en compagnie d'un ministre philippin, d'un maire indonésien et de la secrétaire générale du GSEF, en octobre 2025 à Bordeaux.

Avec le soutien de RIPESS et de l'ACCD Espagne, l'ASSEFA a mené à bien un projet visant à renforcer les institutions dirigées par des femmes dans les zones rurales du Tamil Nadu.

Pour faire face aux difficultés financières de ses membres associés, l'ASEC collabore avec Crowdera afin de promouvoir le financement participatif d'initiatives de l'ESS.

“ En Asie, l'ESS progresse malgré des défis structurels, mais recèle un immense potentiel de transformation.”



Image du haut : Marché hebdomadaire des agricultrices de l'ASSEFA — Autonomiser les agricultrices, nourrir les communautés.

Image du bas : des représentantes de groupes d'entraide de femmes participant à une réunion de la fédération des groupes d'entraide du Tamil Nadu.

EUROPE RIPESS EUROPE



RIPESS Europe a mené à bien un processus de consolidation organisationnelle, de redéfinition stratégique et de renforcement des alliances dans un contexte européen et international marqué par d'importants changements politiques, sociaux et économiques. Dans un paysage de plus en plus marqué par la montée du nationalisme, la militarisation, les coupes dans les politiques sociales et l'affaiblissement des engagements environnementaux, le réseau a dû relever le défi de défendre les espaces démocratiques et de préserver les alternatives transformatrices. Dans ce contexte, RIPESS Europe a proposé une vision renouvelée et plus affirmée de l'économie sociale et solidaire (ESS), non seulement en tant qu'alternative économique, mais aussi en tant que levier essentiel pour renforcer la démocratie, la résilience communautaire et la transformation systémique.



Image de gauche : Assemblée générale de RIPESS Europe 2025

Image de droite : Campagne de RIPESS en soutien à la nouvelle « Flottille de la liberté », qui a pris la mer le 31 août 2025 en direction de Gaza, sous siège.

En 2025, RIPESS Europe a axé son travail sur deux grands objectifs. Le premier consistait à se consolider en tant que mouvement capable de susciter un changement systémique en Europe, en promouvant des modèles socio-économiques plus démocratiques, solidaires et participatifs. Le second a été de favoriser la convergence entre les multiples initiatives et mouvements qui, depuis différents territoires et secteurs, œuvrent en faveur d'une transition vers des économies transformatrices.

Pour ce faire, l'organisation a structuré son activité autour de quatre axes stratégiques : le renforcement des écosystèmes de l'ESS, la reconnaissance institutionnelle par le biais des politiques publiques, la construction d'un mouvement aux côtés d'autres réseaux et la production de connaissances partagées.

La montée en puissance des politiques protectionnistes, l'augmentation des dépenses militaires, l'affaiblissement des institutions démocratiques et le recul des programmes européens liés au Pacte vert ou à l'économie sociale obligent à redéfinir les priorités. L'annulation, sans explications, du dernier appel à projets du programme européen COSME — dans le cadre duquel l'organisation avait

présenté trois propositions de projets après des mois de travail — symbolise les difficultés croissantes rencontrées par ce secteur.

Face à ce contexte, RIPESS Europe mise sur la « repolitisation » de l'ESS, en renforçant sa dimension démocratique et communautaire. Le rapport souligne que les coopératives, les formes d'autogestion et la gouvernance participative constituent des réponses concrètes à la crise de la représentation politique et à la précarité sociale croissante. Il identifie également des domaines d'action prioritaires tels que la souveraineté alimentaire, le logement coopératif, la finance solidaire, la gouvernance partagée, la défense des droits humains et environnementaux et la protection de l'espace civique.

Sur le plan organisationnel, 2025 a été une année de consolidation interne. Le réseau a continué à développer ses mécanismes de gouvernance sociocratique et à renforcer la coopération entre ses membres grâce à des outils partagés, des projets communs et une meilleure coordination lors d'événements internationaux tels que Nyéléni, le GSEF 2025, le CIRIEC ou l'[Assemblée générale](#) de RIPESS Europe. Cette évolution a permis de progresser vers un modèle plus décentralisé et collaboratif.

“ RIPESS Europe s'engage à repolitiser l'économie sociale et solidaire, en renforçant sa dimension démocratique et communautaire.”



L'une des principales réalisations de l'année a été le développement du programme européen [YOU\(th\) CARE for CHANGE](#), qui a permis d'allouer 120 000 euros sous forme de financement direct et d'accompagnement à dix initiatives de jeunes en Espagne, en République tchèque, en Hongrie et au Luxembourg. Parallèlement, RIPESS Europe a entamé la conception d'un fonds spécifique destiné à soutenir les réseaux territoriaux et intersectoriels de l'ESS, en collaboration avec des fondations et des organisations de finance solidaire.



La production et la diffusion des connaissances ont également occupé une place prépondérante. L'ancien Comité scientifique a été remplacé par le nouveau cercle « Knowledge Commons » (Connaissances communes), élargissant ainsi la participation à des chercheurs et des militants issus de différents mouvements. Parmi les résultats les plus marquants, on peut citer l'élaboration de lignes [directrices pour la recherche collaborative en matière d'ESS](#), l'élargissement des collaborations avec des universités et des réseaux universitaires internationaux, ainsi que le renforcement de [Socioeco.org](#) en tant que plateforme européenne de documentation et de ressources.

En matière de plaidoyer politique, l'organisation a intensifié sa participation à des campagnes et à des processus européens et internationaux. L'organisation a collaboré à des initiatives liées à la souveraineté alimentaire et au droit à l'alimentation, telles que l'[initiative citoyenne européenne](#) « Good Food for All », qui supervise le plan d'action de l'UE pour l'économie sociale et le [retrait de la DG GROW](#) (Direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME), en collaboration avec Social Economy Europe ; l'opposition à la militarisation ; et diverses actions de solidarité internationale. Elle a également renforcé son dialogue avec les autorités locales et les réseaux institutionnels dans divers pays, en participant à des forums tels que le GSEF 2025 à Bordeaux, à des réunions à Bruxelles et à des processus menés par les Nations unies sur le financement du développement.



Image du haut : Rencontre des jeunes participant au projet « YOUTH CARE for CHANGE », octobre 2025 à Bordeaux.

Image du bas : Flashmob « Good Food for All ».

Image de droite : Manifestation en faveur du logement coopératif en Catalogne. Auteur : XES, 26 novembre 2022.

Il convient également de souligner les efforts déployés pour améliorer la communication et la visibilité du réseau. Au cours de l'année, le développement d'un nouveau site web, dont la mise en ligne est prévue début 2026, a progressé, tout comme l'intégration d'outils numériques tels que Socioeco.org, Transiscope et Communecter afin de faciliter la cartographie des initiatives de l'ESS dans toute l'Europe. Parallèlement, la présence sur les réseaux sociaux a été renforcée et le soutien aux médias alternatifs a été maintenu.

Un autre aspect important a été la refonte de la structure organisationnelle approuvée lors de l'Assemblée générale de 2024. La nouvelle organisation s'articule autour de quatre pôles stratégiques — écosystèmes, reconnaissance, construction du mouvement et fondements de l'ESS — complétés par quatre pôles fonctionnels consacrés à la gouvernance, aux finances, à la

communication et à la stratégie. Ce modèle vise à décentraliser la prise de décision et à améliorer la coordination entre les différents domaines d'activité. L'Assemblée générale qui s'est tenue à Bordeaux a également élu un nouveau Comité de coordination et accueilli deux nouvelles organisations membres, l'une française et l'autre allemande.

Outre la consolidation de son fonctionnement interne, le réseau a su redéfinir son rôle dans un contexte politique et social en mutation. RIPESS Europe s'engage en faveur d'une ESS plus en phase avec les grands défis de notre époque, en renforçant les alliances entre les mouvements sociaux, en promouvant de nouvelles formes de participation démocratique et en élaborant des réponses collectives capables de contribuer à une transformation profonde de la société européenne.

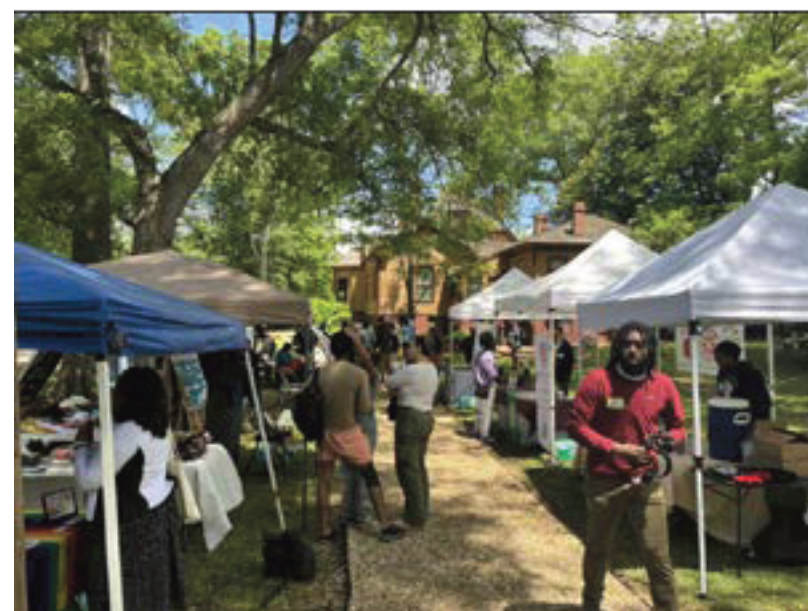
“ La nouvelle organisation s'articule autour de quatre pôles stratégiques — les écosystèmes, la reconnaissance, la construction du mouvement et les fondements de l'ESS —, complétés par quatre pôles fonctionnels consacrés à la gouvernance, aux finances, à la communication et à la stratégie.”



AMÉRIQUE DU NORD

En 2025, RIPESS Amérique du Nord a connu une année marquée par de forts contrastes et de profondes transformations. Aux États-Unis, le contexte politique et social a été marqué par des tensions structurelles révélatrices d'une transition économique de grande envergure. Au Québec, le mouvement de l'économie sociale a atteint un niveau d'articulation et de rayonnement sans précédent, s'imposant comme une référence internationale. Dans l'ensemble, ces dynamiques témoignent d'une région en pleine évolution, où l'économie solidaire s'affirme comme une réponse structurelle aux défis contemporains.

USSEN — ÉTATS-UNIS



Aux États-Unis, l'année a été marquée par une intensification des crises écologiques, sociales et démocratiques. L'accélération de l'automatisation et de la robotique est en train de reconfigurer le capitalisme vers des formes de techno-féodalisme qui aggravent les inégalités et érodent les fondements de la vie communautaire.

Dans ce contexte, des tendances autoritaires refont surface, rappelant des moments historiques où de grandes transformations économiques ont ouvert la voie à des projets politiques exclusifs. L'économie solidaire se positionne comme une alternative capable de répondre à cette conjoncture avec une vision régénératrice, démocratique et profondément communautaire.

Le Réseau de l'économie solidaire des États-Unis (**USSEN**) s'est employé en 2025 à renforcer un cadre post-capitaliste qui renoue avec des modes de vie antérieurs au colonialisme de peuplement et qui revendique le lien à la terre, l'entraide et l'organisation collective. Cette orientation stratégique se caractérise par son pluralisme : le mouvement collabore avec des acteurs qui cherchent à réformer le capitalisme, même si son horizon politique vise des transformations plus

profondes. L'économie solidaire est considérée comme un processus vivant, où théorie et pratique s'alimentent constamment l'une l'autre, progressant vers une cohérence toujours plus grande

L'une des avancées les plus significatives de l'année a été la consolidation du *People's Popular Network for Land and Liberation*, un réseau composé de six organisations communautaires œuvrant sur des territoires divers. Cette initiative est devenue un espace de coordination des pratiques transformatrices qui englobent la démercantilisation de la terre et du logement, la construction d'une démocratie féministe, le développement de centres communautaires de production populaire, l'éducation politique et la pédagogie transformatrice, ainsi que l'intégration de l'art et de la culture en tant que moteurs du changement social.

Le travail du réseau reflète l'émergence d'une nouvelle internationale des mouvements pour la vie, qui cherche à atteindre une clarté stratégique capable de contrer les forces autoritaires et d'ouvrir la voie vers un monde juste et solidaire.

Images de droite et de gauche : Sommet « Resist & Build » 2025 – Construire les infrastructures de la libération, mai 2025 à Atlanta.



“ Un nouveau mouvement international pour la défense de la vie, dont l'objectif est de parvenir à une vision stratégique claire, capable de faire face aux forces autoritaires et d'ouvrir la voie à un monde juste et solidaire. »

CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE — QUÉBEC



Images de droite et de gauche : Sommet de l'économie sociale 2025 organisé par le Chantier de l'économie sociale, mai 2025 à Montréal.

Au Québec, 2025 a été une année décisive pour le [Chantier de l'économie sociale](#), qui s'est pleinement imposé comme un pôle central du mouvement et comme un espace d'articulation de l'intelligence collective du territoire. Tout au long de l'année, le Chantier a piloté la préparation du Sommet de l'économie sociale 2025, un vaste processus de consultation et de mobilisation qui a réuni des acteurs économiques, sociaux, culturels et environnementaux autour d'une vision commune de la transformation.

Le Sommet a cristallisé une dynamique qui mûrissait depuis plus de deux ans. Le processus préalable, fondé sur une vaste tournée à travers les régions et les secteurs, a permis de clarifier les intentions communes, de définir de nouveaux objectifs de développement et d'élaborer une Vision 2050 qui sert désormais de boussole stratégique pour les décennies à venir. La participation massive et diversifiée a mis en évidence la vitalité du mouvement et sa capacité à s'unir autour d'un projet commun. L'économie sociale a réaffirmé son rôle de moteur de la transformation économique, en présentant des

initiatives concrètes dans des domaines tels que les services à but non lucratif destinés aux personnes âgées, la souveraineté alimentaire, l'amélioration de la situation économique des femmes et l'engagement de la jeunesse en faveur d'un modèle économique porteur de sens et de changement.

Au-delà de l'événement lui-même, ce sont les avancées structurelles réalisées qui ont marqué un véritable tournant. Le mouvement a réussi à mobiliser l'ensemble de l'écosystème de l'économie sociale autour d'un projet commun, à définir une vision claire et ambitieuse pour 2050 et à structurer des priorités d'action dans des secteurs clés tels que la culture, l'environnement, l'économie circulaire, la gouvernance démocratique, le logement collectif, le vieillissement dans la dignité, la succession des entreprises coopératives et la transition socio-écologique. Le Sommet a également mis en évidence le renouveau du leadership du mouvement, avec une nouvelle génération d'entrepreneurs collectifs déterminés à accélérer la transition sociale et écologique.

Le rayonnement international du mouvement québécois s'est considérablement renforcé. La Vision 2050, accompagnée de plans d'action et de données statistiques solides, s'impose comme une étude de cas exportable. La gouvernance démocratique fondée sur la consultation territoriale et la responsabilité collective s'aligne sur les principes promus par les organismes internationaux et contribue aux débats mondiaux sur le dépassement du capitalisme extractif, la post-croissance et l'économie régénérative. La participation active des régions, des secteurs, des jeunes et des acteurs communautaires démontre qu'il est possible de structurer un mouvement de grande envergure sans recourir à une centralisation excessive, tout en conservant une vision commune solide.

En conclusion, au Québec, le mouvement de l'économie sociale a consolidé une structure stratégique à long terme qui inspire les débats internationaux et démontre que la transformation économique est possible lorsqu'elle émane des communautés.

*“La transformation économique est possible lorsqu'elle naît
au sein même des communautés.”*



RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE - RCDÉC



Au cours de la période 2025–2026, le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDÉC) s'est attaché à comprendre et à répondre aux besoins en constante évolution du secteur du développement économique communautaire au Canada.

Une partie importante de ce travail a consisté en une évaluation nationale des besoins du secteur du DÉC, qui a touché des organisations et des praticiens tant au sein du RCDÉC qu'au-delà de ses membres. Les résultats mettent en évidence un secteur en pleine croissance et en pleine innovation, tout en étant confronté à une pression croissante due à l'incertitude du financement, à l'augmentation des besoins des communautés et aux capacités organisationnelles limitées.



Amna Burki (StoriesMatter) a partagé cinq récits issus de diverses traditions du monde entier, qui ont montré aux participants du Manitoba Gathering comment la sagesse et le folklore autochtones peuvent nous ancrer dans l'histoire et les savoirs dont nous avons besoin pour prendre des décisions porteuses de changement..

Cinq priorités se dégagent de ce travail :

- 1. Le secteur est appelé à résoudre des problèmes de plus grande envergure.** La demande adressée aux organisations de DÉC augmente à mesure que les communautés font face aux problèmes d'accessibilité financière, de logement, de pauvreté, de perturbations du marché du travail et d'incertitude économique.
- 2. L'innovation communautaire devance le développement des infrastructures communautaires.** Les organisations mettent en place de nouvelles initiatives, de nouveaux partenariats et de nouvelles approches, mais les infrastructures nécessaires pour relier, soutenir et développer ces actions à plus grande échelle n'ont pas suivi le rythme.
- 3. Les données deviennent une infrastructure stratégique.** Les communautés ont besoin d'un meilleur accès

aux données locales pertinentes – et d'une plus grande capacité à traduire ces données en décisions, en témoignages d'impact et en politiques.

- 4. L'avenir repose de plus en plus sur le développement d'écosystèmes.** Les organisations souhaitent des liens plus solides entre les régions, les secteurs et les domaines d'intervention, avec davantage d'opportunités d'apprentissage partagé et de collaboration.
- 5. Le secteur entre dans une période de choix stratégiques.** On observe un intérêt croissant pour une coordination accrue des politiques et du plaidoyer, parallèlement à des preuves plus solides de l'impact social et économique du DÉC.

Ces conclusions orientent désormais les priorités et les partenariats du Réseau DÉC.

Programme de données communautaires

Le Programme de données communautaires (PDC) reste un élément important du travail national du RCDÉC, soutenant environ 30 consortiums de données communautaires et plus de 2 500 praticiens. S'appuyant sur les enseignements tirés de l'évaluation des besoins, le RCDÉC explore actuellement les moyens de collaborer de manière plus ciblée avec le PCD afin de développer un portail de données spécifique au DEC qui rendrait les informations pertinentes au niveau communautaire plus accessibles et utiles aux organisations de l'ensemble du secteur. Le RCDÉC recherche actuellement des ressources pour mener à bien ce travail, notamment des possibilités de soutenir l'interprétation des données, la mobilisation des connaissances et l'élaboration de politiques.

Politiques, plaidoyer et collaboration

Le RCDÉC continue de faire avancer les politiques et le plaidoyer à l'échelle nationale et régionale, tout en renforçant ses relations avec les organisations œuvrant dans les domaines du développement économique communautaire, de l'entreprise sociale, de la finance sociale, de la création de richesse communautaire et dans d'autres domaines connexes.

L'évaluation des besoins a confirmé l'importance d'adopter des approches plus coordonnées : rassembler les organisations autour de priorités politiques communes, s'appuyer sur des données et des preuves plus solides, et relier l'expérience locale aux débats politiques régionaux et nationaux.

RCDÉC Manitoba

RCDÉC Manitoba continue d'assurer un leadership régional fort par le tissage de réseaux, l'apprentissage, l'engagement politique et la mobilisation communautaire.

En 2025, l'équipe du Manitoba a répondu à 45 demandes de courtage d'informations, a participé à 19 événements de consultation publique touchant plus de 950 personnes et a soutenu sept coalitions regroupant 184 organisations. Le 23e rassemblement des acteurs du développement communautaire a réuni plus de 350 participants, intervenants et bénévoles autour de 35 ateliers axés sur la transition des défis immédiats vers une action communautaire transformatrice.

Des programmes tels que « Manitoba Learns » et « Spark » continuent de renforcer les capacités organisationnelles et de mettre les organisations communautaires en relation avec des connaissances, des réseaux et de l'expertise.

Perspectives d'avenir

En 2026, le travail du RCDÉC s'attachera de plus en plus à traduire en actions concrètes ce que nous avons entendu sur le terrain : de meilleures données, des liens plus solides, un apprentissage partagé, des politiques et un plaidoyer mieux coordonnés, ainsi que l'infrastructure nécessaire pour soutenir les organisations de développement économique communautaire (DEC) actives partout au Canada.

L'évaluation des besoins nous donne une image plus claire de la situation actuelle du secteur. La prochaine étape consiste à travailler avec nos membres et nos partenaires pour mettre en place les outils, les relations et les ressources dont le secteur dit avoir besoin.



Atelier organisé dans le cadre de la 23e édition du « Manitoba Gathering of Community Builders ».

AMÉRIQUE DU SUD RIPESS LAC



Pour RIPESS LAC, l'année 2025 a marqué la consolidation d'un processus de réorganisation institutionnelle entamé en 2023 et approfondi en 2024. L'année 2025 a vu la consolidation d'un RIPESS LAC renforcé, coordonné et connecté à l'échelle régionale. Après avoir surmonté une phase marquée par la reprise administrative, la reconstruction de la gouvernance et la remise en place des outils institutionnels, le réseau a entamé l'année avec une structure renforcée, une planification claire et une présence régionale et internationale considérablement élargie. Cette période a été marquée par la maturation des processus internes, le développement de la formation, la revitalisation des comités et un travail de plaidoyer politique qui a permis de positionner l'économie sociale et solidaire (ESS) dans divers espaces stratégiques.



En matière de gouvernance, 2025 a été l'année où le Comité directeur régional (CDR) a réussi à stabiliser son fonctionnement, à tenir des réunions périodiques et à définir plus clairement les rôles, les tâches et les responsabilités. Le Secrétariat technique, désormais pleinement intégré, a consolidé sa gestion opérationnelle et communicationnelle, garantissant la continuité du travail et la coordination avec les réseaux nationaux. Les travaux sur le document « Pacte-Règlement » ont progressé de manière soutenue, devenant un instrument clé pour définir les principes éthiques, politiques et organisationnels qui guideront le fonctionnement de RIPESS LAC dans les années à venir. Une gouvernance renforcée est devenue un pilier fondamental pour faire avancer la coordination collective dans la région.

La planification du CDR s'est consolidée grâce à la mise en œuvre du plan de travail 2025, élaboré en cohérence avec les engagements pris auprès

des agences de coopération. Ce plan a permis de hiérarchiser les tâches, de suivre les résultats attendus et de renforcer les liens entre les organisations membres. L'Assemblée générale qui s'est tenue à Bogotá en novembre 2025 a renouvelé l'engagement collectif en faveur de la construction d'alternatives économiques justes et durables en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le réseau a réaffirmé que la construction d'économies justes et durables nécessite un engagement collectif.

En matière de communication, le réseau a maintenu une présence active et stratégique. Le protocole de communication approuvé précédemment a été appliqué de manière systématique, garantissant la cohérence dans l'utilisation de l'image institutionnelle et renforçant la circulation de l'information entre les réseaux. La promotion d'événements régionaux et internationaux a élargi la visibilité publique de RIPESS LAC.



Image de gauche : Formation sur la finance solidaire organisée par ADAM au Guatemala.

Images de droite : Assemblée générale du RIPESS LAC, novembre 2025 à Bogotá.



“Le renforcement de la gouvernance est devenu un pilier essentiel pour faire progresser la coordination collective dans toute la région.”

Les commissions de travail ont connu un processus de revitalisation. Les commissions chargées des circuits économiques, de l'éducation, des peuples autochtones et de la jeunesse se sont renforcées, tandis que la relance des comités sur le genre et la protection sociale s'est consolidée. Ces commissions ont organisé des activités, des réunions bilatérales, des séminaires virtuels et des actions

coordonnées avec le plan du CDR, s'intégrant pleinement dans les processus de formation et de plaidoyer. La commission de la jeunesse a obtenu une représentation au sein du CDR, élargissant ainsi la gouvernance et favorisant la participation des nouvelles générations. Les commissions revitalisées sont devenues des moteurs essentiels de la formation, du plaidoyer et de la coordination collective.

Le plaidoyer international a été l'un des domaines les plus dynamiques de l'année. RIPESS LAC a joué un rôle actif au sein du réseau INSP!R, en coordination avec WSM et d'autres réseaux latino-américains, en abordant des thèmes tels que la protection sociale, la jeunesse et les soins. Les relations avec RIPESS Intercontinental se sont renforcées, permettant une participation plus coordonnée à des projets et à des forums sur les politiques internationales et régionales. Le réseau a été présent lors de réunions de l'OCDE, de l'OIT, de la CEPAL, de l'UNESCO et de la CNUCED, ainsi que dans le cadre de processus mondiaux tels que le [Forum mondial sur le développement économique local](#), [Nyéléni](#) et le [GSEF](#), ainsi qu'à de nombreuses rencontres régionales et locales,

telles qu'[ECOVIDA](#), le [Forum régional sur le développement économique local](#) à Montevideo et la [Rencontre ibéro-américaine sur l'économie sociale et solidaire](#) en Bolivie. Dans ces espaces, RIPESS LAC a apporté des analyses sur l'économie populaire, l'économie informelle, la souveraineté alimentaire, la justice alimentaire et le développement territorial, positionnant l'ESS comme un acteur majeur dans les débats mondiaux. Le plaidoyer s'est également étendu aux instances législatives, comme le Congrès colombien, où le réseau a soutenu la loi sur l'économie populaire présentée en décembre 2024 et a poursuivi le dialogue avec les acteurs institutionnels tout au long de l'année 2025.

Les enseignements tirés en 2025 ont confirmé que la confiance politique, l'articulation collective et l'intégration des savoirs populaires sont fondamentales pour soutenir tout processus de transformation institutionnelle. La confiance politique, la coordination collective et les savoirs communautaires se sont révélés essentiels pour soutenir la transformation institutionnelle. RIPESS LAC a clôturé l'année avec une gouvernance participative renforcée, des commissions actives, une école de formation consolidée et une présence internationale solide. Cette période a laissé une base solide pour continuer à étendre le réseau, approfondir l'articulation régionale et progresser dans la construction collective de l'économie sociale et solidaire en Amérique latine et dans les Caraïbes.



Image de gauche : Rencontre ibéro-américaine sur l'économie sociale et solidaire, septembre 2025 en Bolivie
Image de droite : Séance lors du WFLED, avril 2025 à Séville.

“La formation a été l'un des piliers les plus importants de l'année.”

La formation a constitué l'un des piliers les plus importants de l'année. Le [diplôme en gestion stratégique de la politique socio-territoriale](#), dans son édition 2025, s'est imposé comme une école régionale d'économie populaire, sociale et solidaire. Avec plus de 600 personnes inscrites et une structure pédagogique solide, ce diplôme a intégré les travaux des commissions chargées de la jeunesse, du genre, des circuits économiques solidaires, de la protection sociale, des peuples autochtones et de l'éducation. Le partenariat avec des universités d'Argentine, de Colombie et du Mexique a permis de disposer d'une plateforme virtuelle, d'un soutien technique et d'une certification académique.



“ Cette période a permis de jeter des bases solides pour poursuivre l'extension du réseau, renforcer la coordination régionale et stimuler le développement collectif de l'ESS en Amérique latine et dans les Caraïbes.”



Image du haut : Formation sur le développement de produits agroalimentaires au Guatemala.

Image du milieu : Formation aux pratiques agroécologiques au Guatemala.

Image du bas : Atelier avec des femmes autochtones au Guatemala.



MEMBRES ET GOUVERNANCE



Les membres du Conseil d'administration de RIPESS et l'équipe d'interprètes lors de la réunion à Bordeaux, avant le GSEP, en octobre 2025.

COMITÉ DE COORDINATION

Les coordinateur·rices et le Secrétariat exécutif constituent le Comité de coordination, qui a pour mandat de coordonner la mise en œuvre des travaux du Conseil, de superviser le travail du secrétariat exécutif et des groupes de travail. Il compte actuellement 4 coordinateur·rices, avec un équilibre Nord-Sud et entre les genres.



Judith Hitchman
URGENCI
France



Madani Koumare
Réseau National d'Appui à
l'ESS – RENAPESS,
Mali



Valeska Sarmiento
Asociación de Desarrollo
Agrícola y Empresarial -
ADAM
Guatemala



Yvon Poirier
Conseiller spécial
Québec

SECRÉTARIAT

Le secrétariat est composé de la secrétaire exécutive et de la responsable des projets et de la communication, qui travaillent en coordination pour assurer la gestion politique, technique et communicationnelle du réseau.

En 2025, RIPESS fait ses adieux et remercie chaleureusement Andrea Echeverría, coordinatrice de la communication, pour son humanité et son travail, et souhaite la bienvenue à Isabel Pascual, responsable des projets et de la communication.



Sandra Moreno
Secrétaire exécutive
Colombie / Espagne



Andrea Echeverria
Responsable de la
communication
Espagne



Isabel Pascual
Responsable des projets et
de la communication
Espagne

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RIPESS est un réseau décentralisé dont les membres sont des réseaux continentaux autonomes, coordonnés par un Conseil d'administration (CA) représentatif.

En 2025, il comptait 12 membres, une femme et un homme pour chacun des réseaux régionaux et thématiques, ainsi que le conseiller spécial de RIPESS.

Le CA se réunit tous les trimestres pour représenter les membres de ses régions et décider des orientations et des activités stratégiques de RIPESS Intercontinental.

RIPESS AFRIQUE - RAESS



Elyse Pierrette Memong
Réseau Camerounais de
l'ESS - RESCAM
Cameroun



Madani Koumare
Réseau National d'Appui à
l'ESS - RENAPESS,
Mali

RIPESS ASIE - ASEC



Eri Trinurini
Asian Solidarity Economy
Council - ASEC
Indonésie



Kumar Loganathan
Sarvodaya Action Research
Centre - ASSEFA
Inde

RIPESS EUROPE - RIPESS EU



Ruby Vdwekken
Food cooperativa Oma Maa
Finlandie



Dražen Šimleša
Green Network of Activist
Groups - ZMAG
Croatie

AMÉRIQUE DU NORD



Joëlle Bernard
Chantier de l'Économie
Sociale
Québec



David Cobb
U.S. Solidarity Economy
Network - USSEN,
États-Unis

OCÉANIE



Brownen Morgan
New Economy Network - NENA
Australie

AMÉRIQUE DU SUD ET LES CARAÏBES - RIPESS LAC



Valeska Sarmiento ASEC,
Asociación de Desarrollo
Agrícola y Empresarial -
ADAM
Guatemala



Hans Cediell
Red de Economías
Transformadoras
Latinoamericanas,
Colombie

ORGANISATIONS INTERNATIONALES



Judith Hitchman
URGENCI
France

MEMBRES DE RIPESS

RIPESS représente le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire.

L'économie sociale solidaire (ESS) rassemble une myriade d'entités à but non lucratif et dotées d'une gouvernance démocratique, de coopératives, d'associations et d'autres initiatives communautaires collectives du monde entier qui se sont fédérées au sein d'un mouvement mondial visant à instaurer la justice économique et sociale par la solidarité. Au cours du dernier quart de siècle, le RIPESS a été à l'avant-garde de ce mouvement, qui s'est développé en réponse aux ravages sociaux et environnementaux causés par la mondialisation néolibérale.

Nos membres pratiquent une gouvernance démocratique et participative et font passer les personnes et la planète avant le profit et le capital, tout en restant économiquement viables. Les travailleurs et travailleuses des organisations et entités de l'ESS peuvent donner leur avis (et même voter) sur les niveaux de salaire et sur la manière dont les excédents sont réinvestis dans l'organisation et/ou dans la communauté.

Notre nombre de membres a augmenté au cours des deux dernières décennies, à mesure que de plus en plus d'organisations, d'entités et de réseaux à travers le monde découvraient qu'ils mettaient en pratique et défendaient les principes et valeurs fondamentaux de l'ESS, même sans le savoir nécessairement.

RIPESS est un véritable réseau de réseaux animé par la base. Depuis sa création en 2002, il est aujourd'hui composé de six réseaux continentaux qui, à leur tour, comptent des membres au niveau national dans plus de 75 pays. RIPESS bénéficie d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies et est observatrice au sein de l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire (UNTFSSSE), créée en 2013. RIPESS fait partie du Mécanisme de la société civile pour le financement du développement depuis 2014.

États-Unis et Canada
3 réseaux



21 pays en Europe
46 membres



14 pays d'Asie
14 membres



14 pays d'Amérique
latine et des Caraïbes
24 membres



36 pays de toutes les
régions
36 membres



17 pays d'Afrique
27 membres



Australie
1 réseau



www.ripress.org